

Résolution adoptée

Séance plénière du 9 juillet 2025

Transition écologique, la société civile appelle à maintenir le cap

Déclaration du groupe des Associations

« Ecologie punitive », « éco-terrorisme » « normes administratives complexes illisibles et surtransposées » « trop cher ! et les contraintes budgétaires alors ! » : le débat public, politique et médiatique s'attaque de plus en plus violemment aux normes environnementales et aux militants environnementaux. L'objectif est clair : faire de ces mesures environnementales le bouc-émissaire, justifier les coupes budgétaires des crédits alloués à l'écologie et ne pas bousculer les plus privilégiés. Dans l'Antiquité, une coutume aussi cruelle que stupide consistait à tuer le messager qui apportait une mauvaise nouvelle.

Cette résolution portée par notre assemblée dans ce contexte d'hostilité est une véritable bouffée d'oxygène face aux réalités actuelles, dont les conséquences devraient nous inciter à agir dès à présent. Les canicules sont de plus en plus précoces, suffocantes et fragilisent, entre autres, la santé des personnes les plus vulnérables. Des territoires sont plus durement frappés que d'autres, comme l'a récemment étudié notre Assemblée, tout comme les personnes en situation de grande pauvreté, les moins responsables du dérèglement climatique et qui en sont pourtant les premières victimes. Les polluants menacent directement la santé et la vie, végétale, animale et humaine et nous privent de possibilités d'adaptation.

A travers ce projet de résolution que nous voterons, le CESE réaffirme cinq leviers d'action transversaux auxquels notre groupe souscrit. Plus précisément, la participation citoyenne est essentielle pour construire collectivement des mesures, pour tenir compte des besoins des habitantes et habitants, du respect de la dignité de tous et toutes, et des spécificités des territoires.

Enfin, pour notre groupe, « garder le cap » comme y invite le titre de cette résolution, c'est aussi rappeler que la transition écologique vise à une société plus vertueuse, plus juste et égalitaire. Il est impératif de transformer profondément nos modèles productifs, notre rapport à la productivité et la lucrativité.

Tout au long de cette mandature, notre Assemblée a incarné une voix courageuse pour proposer des réformes auprès de pouvoirs publics, et dans tous secteurs : le logement, le travail, l'IA, l'économie ou encore la santé. C'est peut-être pour cette raison que certains s'acharnent à la discréditer par des procès en inutilité.